

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1074>



Qui a peur des référendums ?

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - La constituante face à l'Union européenne -



Date de mise en ligne : lundi 29 juin 2015

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Démocratie, Souveraineté

Laissons passer les commentaires plus ou moins officiels sur la Grèce et sur les conséquences de la décision du gouvernement d'Athènes d'organiser un référendum. Non pas que la question soit sans intérêt, mais ces communiqués s'apparentent trop à de la propagande. Il est donc nécessaire de prendre du recul.

En fait, depuis plus d'une décennie, les instances européennes et le FMI mènent un coup d'État permanent contre la démocratie et, conséquemment, contre la souveraineté nationale et populaire. Ce fut le non-respect des volontés des Français et des Néerlandais, puis des Irlandais lors des référendums de 2005. Ce furent les déclarations de Jean-Claude Junker considérant qu'il n'y avait pas de démocratie contre les traités. C'est maintenant l'offensive contre le gouvernement grec.

L'Union européenne et ses institutions montrent enfin leur vrai visage. Le roi est nu et personne ne peut désormais feindre d'ignorer ce que chacun sait depuis plusieurs années : ceux qui osent encore se prétendre nos représentants vouent en réalité une hostilité épidermique à l'idée même de démocratie. Lorsqu'elle est convoquée par les élites politico-médiatiques sous une autre forme que la masse bêlante de l'électorat ou l'icône consensuelle de l'opinion, la figure du peuple est invariablement représentée comme une foule irrationnelle et dangereuse, instinctivement rétive aux politiques « douloureuses mais réalistes » menées par les gouvernants.

Toutefois, il ne faut pas se méprendre sur le sens de cette défiance et ce mépris. Si les dirigeants politiques et autres éditocrates ne prennent même plus la peine de les dissimuler, c'est qu'ils trahissent désormais bien plus que leur inépuisable fatuité. C'est en vérité une peur panique qui a saisi nos élites. Non point la peur des débordements violents et autres mouvements d'humeur d'un peuple ignorant mais, bien au contraire, la peur de voir le plus grand nombre prendre conscience de leur parfaite incompétence... et en tirer toutes les conséquences.

Cela fait maintenant des années que le niveau de compréhension du monde et de volontarisme politique du citoyen concerné excède de loin celui du politicien ou du scriptomane moyen. Des années que nous disposons de toutes les ressources intellectuelles, économiques et culturelles pour faire société sans céder aux diktats d'un minuscule aéropage de technocrates, d'experts autoproclamés et de financiers dont la puissance ne tient qu'à notre aveuglement. Voilà ce qui, en dernière analyse, terrifie nos contempteurs de l'exercice référendaire : qu'après avoir démasqué l'imposture parasitaire des classes dirigeantes et pris conscience de l'inépuisable ressource de la coopération, le citoyen, encore tout étonné de sa puissance, soit désormais au seuil de réaffirmer sa souveraineté dans toute sa plénitude. En un mot, que la démocratie cesse d'être un slogan pour devenir enfin une réalité.

Ainsi, au-delà de toute autre considération, le soutien au peuple grec se confond avec la défense de la démocratie, avec le respect des principes humanistes dont la France fut autrefois porteuse par la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Le combat des grecs est aussi celui des républicains français.